L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

Bureaux : rue de Chartres No 323.

NOUVELLE-ORLEANS, JEUDI MATIN, 17 OCTOBRE 1895.

Fondée le 1er septembre 1827

L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.
Bureaux : 323 rue de Chartres.
Entre Conti et Bienville.

NEW ORLEANS BEE PUBLISHING CO., LIMITED.

Entered at the Post Office at New Orleans, La. Second Class Matter.

NOUVELLE-ORLÉANS.
JEUDI, 17 OCTOBRE 1895.

PRIX DE L'ABONNEMENT.

ÉDITION QUOTIDIENNE.

Un an	$12 00
Six mois	6 00
Trois mois	3 00
Un mois	1 00

On s'abonne aussi, à la semaine, avec les porteurs.

ÉDITION HEBDOMADAIRE

Un an	$3 00
Six mois	1 50
Quatre mois	1 00
Trois mois	75

☞ Pour les petites annonces de Demandes, Ventes et Locations, etc., qui se soldent au prix réduit de 10 cts la ligne, voir la 3e page.

LA VACCINATION.

A l'époque où nous sommes et où, à la Nouvelle-Orléans, la vaccination est devenue obligatoire, il convient de faire savoir que des ravages causés dans certains quartiers de l'Est et du Centre de Londres par une épidémie de variole, aggravée par le manque d'eau potable sont considérables dans le moment. Le mal ne s'étend point ; il serait même en décroissance, bien que les griefs de la population londonienne sur l'insuffisance des eaux se répètent chaque jour. L'état sanitaire ne s'est d'ailleurs point relevé, 3,500 cas de fièvre scarlatine ayant été constatés en une semaine, dont 2,784 cas traités dans les hôpitaux et 70 déclarés en une seule journée. Mais la variole aura déterminé une épidémie qui sévit actuellement avec la plus grande intensité devant les cours et tribunaux : celle des cas de résistance à la loi sur la vaccination.

On ne compte plus les pères de famille poursuivis, jugés et condamnés pour avoir refusé de faire vacciner leurs enfants, et appuyant leur refus sur la coupable négligence des médecins chargés des opérations. Il n'y a pas, comme on le pourrait supposer, négligence de la part des parents, mais parti pris formel. Jusqu'à ce jour, les condamnations prononcées de ce fait dépassent le millier. Récemment, le juge de police de Brentford en trouvait 72 au rôle et le juge d'Hampstead 43 en 24 heures. Le compte rendu résumé d'un de ces procès donnera mieux que tout récit une idée précise de la situation.

A la cour de police de Brentford, c'est un William Croft qui comparait pour avoir opposé plusieurs refus successifs aux sommations de l'autorité.

—Je ne ferai plus vacciner mes enfants, déclare-t-il. J'ai cédé une fois et j'ai failli perdre ma fille aînée, mise au bord du tombeau par l'opération et qui ne s'est jamais rétablie. Maintenant on veut m'empoisonner mon fils ; je préfère aller en prison. Les médecins de la ville ont ordre de ne vacciner aucun enfant sans demander aux parents des renseignements sur son état de santé. Ils n'en prennent jamais la peine et, si l'on ouvre la bouche pour les renseigner malgré eux, ils vous imposent silence en objectant qu'ils n'ont pas le temps de vous écouter. La loi leur enjoint en outre de nettoyer soigneusement leur lancette après chaque opération ; ils ne le font jamais et vaccinent jusqu'à quinze et vingt bébés avec le même instrument. Dans ces conditions, laisser vacciner un enfant c'est l'exposer à la maladie ou à la mort.

—Réfléchissez, fait le juge. Je vais être obligé de vous condamner. Vous bravez la loi.

—Je sauve mon fils.

—Puisque vous m'y forcez, je vous condamne à 5 francs d'amende.

—Parfait. Je refuse de payer!

—Mais c'est de la folie! Vous allez m'obliger à convertir l'amende en prison.

—Je vous en prie! J'y tiens! mon exemple donnera du courage aux autres pères de famille et les poussera à résister comme moi.

—Soit. Je vous condamne à trois jours de prison, et vous ordonne, en outre, de faire vacciner l'enfant dans le délai de huit jours.

—Je n'en ferai rien.

—Alors vous serez poursuivi de nouveau et frappé plus sévèrement.

—Ça m'est égal. Je regrette infiniment de répondre ainsi à Votre Honneur et de désobéir à ses ordres, mais la santé et la vie de mon enfant avant tout.

A huitaine, M. William Croft était envoyé en prison pour six jours, pour marcher ensuite dans les voies ouvertes par un autre père de famille, M. F.-D. Summers, lequel de récidive en récidive, vient de subir quinze jours de travaux forcés. Ce dur châtiment ne l'a d'ailleurs nullement découragé : il vient de présider à Chelsea un meeting en plein air où plusieurs orateurs, dont lady Henry Somerset, ont parlé contre la vaccination.

Chacun de ces inculpés arrive devant la justice escorté de témoins tellement nombreux qu'avec la meilleure volonté du monde les juges, complètement débordés, ne sauraient les entendre tous. Ces témoins sont unanimement d'accord sur la malpropreté et sur la négligence des médecins.

L'embarras des magistrats augmente avec la multiplicité des procès. Sur une première comparution et lorsqu'ils ont affaire à des prévenus fermes, mais timides, on les voit appliquer une peine insignifiante : l'ordre d'obéir, avec condamnation au payement de frais variant entre trente sous à deux francs. A la deuxième comparution le juge s'efforce de persuader le prévenu qui est parfois obligé de lui arracher sa sentence. Un moment on a pensé qu'un excès de sévérité amènerait les récalcitrants à la soumission et certains pères de famille sont sortis du prétoire pour aller endosser la casaque du forçat. Rien n'y a fait. La résistance augmente de semaine en semaine les meetings vont en transporter l'expression dans la rue, et il est vraiment temps qu'en l'absence du Parlement le gouvernement prenne une décision suspensive de la loi dont l'exécution provoque tant d'inquiétudes sacrées, et des rébellions que les magistrats répriment sans pouvoir s'empêcher d'en estimer les fauteurs.

Le Rôle de M. Cleveland.

On a, depuis quelque temps, adressé, au point de vue économique, de très vifs reproches au parti démocrate. Ces reproches, nous devons le dire, étaient très mérités. L'*Abeille* elle-même, malgré les liens étroits qui l'unissent depuis bien longtemps à ce parti, n'a pas craint de faire entendre sa note dans ce concert de reproches. C'était son devoir ; elle l'a rempli.

La politique financière et douanière, nous ne dirons pas de la totalité, mais d'une fraction des Démocrates,—fraction malheureusement la plus active, la plus entreprenante et, par suite, la plus influente, a été fausse en principe, désastreuse dans ses effets, infidèle quant aux engagements pris.

—Fausse en principe, parce qu'elle reposait sur un système,—le libre échange—qui a toujours été fatal aux peuples jeunes, peu producteurs, vu qu'ils n'ont pas eu le temps de s'outiller convenablement ; système qui n'a jamais réussi qu'aux nations qui, grâce à la supériorité de leurs industries, perfectionnées par le temps et l'expérience, sont devenues les arbitres de la hausse et de la baisse sur presque tous les marchés.

—Désastreuse dans ses effets, parce qu'elle a fait le vide dans le Trésor public, jeté le trouble dans toutes les affaires et semé la ruine dans certaines industries nationales.

—Infidèle à ses engagements, parce qu'ayant solennellement promis de réparer les fautes et les erreurs du parti républicain, les démocrates n'ont pas tenu leur parole, une fois au pouvoir, et que, au lieu d'alléger la situation, comme on devait s'y attendre, ils l'ont au contraire, systématiquement et comme à plaisir, considérablement aggravée.

Que le poids de toutes ces fautes retombe sur la tête de M. Cleveland, le chef officiel du parti, rien que de naturel, quoique parfaitement injuste, attendu que sa politique économique a été presque toujours parfaitement saine et qu'il a passé une grande partie de ses deux présidences à résister aux exagérations des enfants terribles du parti.

Mais nous passerons volontiers condamnation sur la partie économique de son administration, pourvu que l'on accorde à son œuvre politique et morale toute la justice qu'elle mérite.

C'est à lui et à son entourage que nous devons l'effacement complet de la ligne de démarcation qui séparait le Nord du Sud et divisait l'Union en deux camps distincts, qui s'observaient avec méfiance et se tenaient à distance l'un de l'autre, au lieu de se rapprocher et de se tendre la main.

C'est à lui et à son entourage que le Sud doit d'être sorti de l'état d'infériorité politique, économique et sociale où le maintenait obstinément le parti républicain, depuis plus d'un quart de siècle, malgré la paix franchement conclue, malgré le nouvel état de choses accepté sans aucune arrière-pensée, malgré les démonstrations, quelquefois trop affectées, d'une amitié plus apparente que réelle.

Nous le disons hautement et hardiment, malgré, les faux bruits que l'on a fait longtemps courir sur la prétendue froide réserve du Président actuel à l'égard de notre section, M. Cleveland a été, pour le Sud, une véritable "Providence."

Avec lui, plus d'hostilités sourdes du Nord contre le Sud ; plus d'interventions vexatoires et inquisitoriales du pouvoir central dans les affaires intérieures de nos Etats et de nos communautés ; avec lui, liberté complète de développement de nos industries et de nos ressources naturelles ; plus d'entraves secrètes ou ouvertes à l'exercice de nos droits et de nos libertés.

Chose remarquable : vous n'avez qu'à suivre curieusement, des yeux et de la pensée, tous ses actes, officiels ou non, toutes les paroles prononcées par lui en public ou en particulier, toutes ses tendances même, comme homme d'Etat et comme homme privé, vous n'y trouverez pas la plus faible trace des anciennes rancunes qui ont si longtemps divisé le pays.

Dans tout ce qu'il fait, dans tout ce qu'il dit, vous ne saisissez qu'un Américain pur et simple, sans distinction d'origine et de région. A la rigueur, ce n'est même pas un unioniste que M. Cleveland ; car un parti de l'Union fait supposer qu'il y a eu désunion.

Or, toute la conduite du chef actuel de l'Etat nous ferait volontiers supposer qu'il ignore complètement ce qui s'est passé jadis, qu'il n'y a jamais eu, pour lui, de lutte fratricide entre le Nord et le Sud. Il a joué dans la république américaine un rôle à peu près semblable à celui du regretté M. Pasteur, par rapport à la rage ; il lui a administré quelque chose comme un vaccin qui l'a complétement débarrassée du vieux virus sectionnel qui coulait, depuis trop longtemps, dans ses veines, et lui gâtait le sang.

Ce sont là des faits qui méritent la reconnaissance du pays, et nous concevons que certaines gens se laissent encore aller à rêver, pour lui, un troisième terme, malgré l'obstacle insurmontable qui s'y oppose, malgré la loi qui l'interdit, et qui est plus forte que toutes celles qui sont inscrites dans la Constitution, parce qu'elle est profondément gravée dans les esprits, dans les entrailles et dans les mœurs du pays.

ACADÉMIE FRANÇAISE.

A sa dernière séance, Mgr le duc d'Aumale et M. Paul Bourget ont été installés, le premier comme directeur de l'Académie, et le second comme chancelier pour le quatrième trimestre de 1895.

Après leur installation, les nouveaux élus ont pris place au bureau, ainsi que M. Gaston Boissier, secrétaire perpétuel.

Les membres présents à cette séance étaient : MM. Ludovic Halévy, Joseph Bertrand, le comte Othenin d'Haussonville, Jules Simon, François Coppée, Ernest Legouvé, le vicomte Henri de Bornier, José-Maria de Hérédia, Octave Gréard, Léon Say, Victor Cherbuliez, Thureau-Dangin, le vicomte Eugène Melchior de Vogüé et Jules Claretie.

Lecture a été ensuite donnée d'un décret autorisant l'Académie française à accepter la donation qui lui a été faite par Mlle Jeanne Déroulède, nièce et héritière de Mme Emile Augier, d'une rente annuelle de mille six cent soixante-sept francs, pour être décernée à l'auteur de la pièce de théâtre, en trois actes au moins, en vers ou en prose, qui, représentée au Théâtre-Français ou à l'Odéon, pendant l'espace de trois ans, sera jugée la meilleure par l'Académie.

Ce prix portera le nom de prix Emile Augier.

Les lauréats pourront être choisis parmi les membres de l'Académie française.

L'Académie accepte définitivement cette donation.

M. Gaston Boissier a ensuite lu à ses confrères une lettre de M. J.-B. Pasteur leur annonçant la mort de son illustre père.

Le directeur, en quelques paroles émues, a exprimé les regrets de l'Académie pour la grande perte qu'elle vient de faire et a ensuite levé la séance en signe de deuil.

Plus de rencontres de trains.

On vient d'expérimenter en Allemagne un système qui doit rendre impossible à l'avenir la rencontre des trains dans l'intérieur d'un tunnel : on fixe contre les parois une rangée de lampes allumées et le train les éteint successivement sur son passage au moyen d'un contact électrique partant des rails. Les lampes se rallument quand le dernier wagon est à quatre cents mètres de la dernière lumière. Le mécanicien, au moment où il engage son convoi dans le tunnel, peut voir ainsi si la voie est libre ou à quelle distance se trouve le train qui marche devant lui. En outre, la surveillance des lampes est confiée à un gardien qui s'en sert pour transmettre des signaux. On attend d'excellents résultats de cette invention.

Correspondance Historique

La correspondance qu'on lira plus bas nous est communiquée par un ami de l'*Abeille*, un Louisianais distingué qui fut aux côtés du général Beauregard pendant les quatre années que dura l'inégale lutte que soutint le Sud contre le Nord, lequel Louisianais a en sa possession nombre de précieux autographes auxquels se rattachent des souvenirs chers pour lui, et glorieux pour notre pays.

New York, 9 décembre 1856.

Cher Monsieur,

J'ai entendu dire, et en suis profondément peiné, que votre intention était de quitter l'armée.

Jeune comme vous l'êtes, vous avez déjà donné la preuve de votre science et de votre héroïsme sur les champs de bataille. Vos services, signalés au Mexique, ne peuvent être oubliés. Ils vous ont gagné l'affection de vos compagnons d'armes et doivent, peut-être, vous faire un peu tenir à eux.

Mes meilleurs souhaits vous accompagneront—partout—mon valeureux jeune ami.

WINFIELD SCOTT,
Général-en-chef de l'armée des Etats-Unis.

Manassas, 21 juillet 1861.

Monsieur,

Appréciant vos services à la bataille de Manassas, ainsi que dans bien d'autres circonstances donnant la plus haute preuve de votre habileté, comme commandant d'armée ; de votre valeur, comme soldat ; de votre zèle, comme patriote, vous êtes nommé "Général".

Je suis, etc.,
JEFFERSON DAVIS.

N. B.—Les grades étaient à l'époque au nombre de quatre : Brigadier-général, major-général, lieutenant-général, général.

Richmond, 29 juillet 1861.

Mon cher Général,

Je vous félicite de la brillante et glorieuse victoire gagnée par vous. Le pays vous bénit et vous honore.

Croyez-moi, sincèrement, votre ami.

L. P. WALKER,
Ministre de la guerre.

Richmond, 24 juillet 1861.

Cher Général,

Je ne puis vous exprimer la joie que je ressens.

La victoire du 21 (vingt-un) est superbe.

Votre habileté, votre courage, votre persévérance sont dignes de la plus haute admiration.

ROBERT E. LEE.

Baton Rouge, 14 Janvier 1862.

Monsieur,

J'ai l'honneur de vous transmettre la résolution de la législature : c'est l'expression unanime du corps législatif qui n'est que l'écho du sentiment de toute la population de votre Etat natal. Vos compatriotes reconnaissent que c'est par votre talent et votre travail, que nos volontaires ont été préparés à la lutte inégale qu'ils soutiennent et que c'est vous qui les avez conduits à la victoire.

En m'acquittant d'un soin qui m'est confié, permettez-moi d'ajouter, que je m'associe de tout cœur à ce témoignage flatteur si mérité que la législature vous donne.

Avec la plus haute considération, je demeure respectueusement,

THOMAS O. MOORE,
Gouverneur de la Louisiane.

Centreville, Virginie, 29 janvier 1862.

Mon cher Général,

J'avais espéré que le Ministère de la guerre révoquerait son ordre.

Votre transfert de cette armée est une grande perte pour elle, et une plus grande perte pour moi.

Les troupes que vous avez organisées, vous considèrent comme *leur général*. Ma confiance en vous, fait que je me sens affaibli, en étant séparé de vous. Vous avez avec vous mes vœux les plus ardents. Que l'occasion se présente, et nul ne doute, que vous saurez vous en servir.

Sincèrement,
JOSEPH E. JOHNSON.

Ordres Généraux No 17.

En vertu d'un ordre émanant du ministère de la guerre, le Général Beauregard est nommé, à un poste important, dans un autre département.

En voyant s'éloigner de lui ce soldat distingué, le général-en-chef considère qu'il est de son devoir de reconnaître les éminents services qu'il a déjà rendus à notre cause, et à la renommée de nos armes.

A. P. MASON,
A. A. A. Général.

Par ordre de :
JOSEPH E. JOHNSTON,
Département Virginie du Nord.

Quartiers-Généraux,
Tupelo, 17 juillet 1862.

Hon. John Forsyth,

Cher monsieur,

.....

Qui tenterait de troubler ces relations cordiales s'attirerait notre mépris. Deux hommes n'ont jamais agi avec plus d'entente et n'ont été forcés de se séparer avec plus de regrets.

Peu d'hommes possèdent ma confiance et mon estime à un si haut degré, et comme général et comme gentilhomme.

Je suis au-dessus de ce sentiment de jalousie qui pourrait me porter à méconnaître le mérite d'un frère d'armes, aussi pur comme homme et aussi éminent comme général, que l'est le général Beauregard.

Je suis, etc.

BRAXTON BRAGG,
Commandant le Département de l'Ouest.

Les tentatives d'alliance d'autrefois

Les tentatives d'alliance franco-russes sous Louis XIV et Louis XV.

En 1697, Pierre le Grand visitait pour la première fois l'Occident et faisait à Louis XIV des propositions d'alliance.

Le grand Roi croyait devoir refuser pour ne pas blesser la Suède, une vieille alliée.

De 1715, date de la mort de Louis XIV, à 1726, date du mariage de Louis XV avec Marie Leczinska, sous le principat de Pierre, sous le gouvernement de Catherine Ire, de nouvelles ouvertures sont faites à la France.

Ce n'est plus le sacrifice de la Suède, mais l'alliance anglaise qui les fait repousser.

Sous la Régence, le tsar Pierre fait un second voyage à Paris, avec la volonté arrêtée d'aboutir à l'alliance avec la France.

Il est pressant, persuasif, si bien qu'il arrache au Régent la promesse que les négociations entamées se continueront en Hollande.

Vaine espérance!

Mieux encore :

Le tsar Pierre et après lui l'impératrice Catherine poursuivent un projet d'union entre le roi Louis XV et leur fille Elizabeth.

Refus de l'Union.

Et pendant ce temps, la Russie commençait lentement à gagner du terrain.....

AFFAIRES COLONIALES EN FRANCE.

La commission du budget vient d'examiner les onze premiers chapitres du budget des colonies. Elle a opéré un certain nombre de réductions qui, d'ailleurs, ne seront définitives, qu'après l'audition du ministre des colonies.

La seule économie qui mérite d'être signalée porte sur le chapitre 11 et s'élève à 1,400,000 fr. Il s'agit des troupes aux colonies. La réduction est la conséquence du payement d'une partie de ces troupes sur le crédit extraordinaire de Madagascar.

Le chapitre 4, relatif au service central des marchés, est réservé pour un supplément de renseignements sur l'organisation et le fonctionnement de ce service.

Il en est de même du chapitre 6, qui comprend les dépenses du haut personnel des colonies. La commission se plaint de l'absence de propositions définitives du gouvernement et du manque d'informations sur la création d'un gouvernement général de l'Afrique occidentale et ses conséquences budgétaires.

Le premier mariage civil.

C'est le 2 de ce mois qu'a été célébré à Budapest le premier mariage civil. L'officier de l'état civil, en grand costume national, culotte avec grandes bottes à glands, écharpe tricolore brodée aux armes de Hongrie, a donné lecture des dispositions de la loi aux deux conjoints, appartenant à la haute société juive de Budapest. Il leur a rappelé, suivant la formule légale : "Vous n'avez pas, par la présente cérémonie, satisfait aux prescriptions de votre religion." Le rabbin a parlé dans le même sens à la synagogue : "Vous vous présentez marié, a-t-il dit ; vous avez accompli votre devoir de bons citoyens ; vous voulez aussi accomplir votre devoir envers Dieu et la religion." L'assistance, très nombreuse, a poussé plusieurs fois des *Eljen*.

Une récidiviste.

On se rappelle qu'il y a quelque temps que lady Henry Somerset avait annoncé l'intention de protéger et d'arracher à l'alcoolisme la célèbre buveuse, Jane Cakebread, qui venait d'entendre prononcer sa 288e condamnation pour ivresse publique.

Lady Henry Somerset avait visité l'incorrigible ivrogne dans la prison d'Holloway et lui avait offert l'hospitalité dans une de ses fermes du Surrey, au milieu d'un village dont toutes les habitations lui appartiennent et qui est situé à plusieurs kilomètres de tout débit de boissons.

Les habitants de ce village ont tous fait vœu de tempérance et ils s'y conforment ; ce sont pour la plupart d'anciens alcooliques. Jane Cakebread accueillit avec une gratitude quelque peu méfiante les offres de la noble dame : elle était elle-même une "*lady*" et n'avait, disait-elle, nul besoin des "hargumants" d'autrui.

Hélas! la condamnée sortait de prison l'autre jour, à midi, sa peine achevée.

Un gardien d'Holloway la conduisit au chemin de fer métropolitain et lui remit son billet pour la gare de Sawbridgeworth, près Cambridge, où elle voulait aller visiter son frère.

Elle y arrivait à trois heures.

Un peu avant cinq heures du soir, la police de cette localité était obligée de l'arrêter pour "ivresse publique, conduite désordonnée et langage obscène".

Le lendemain, Jane Cakebread a été condamnée pour la 289e fois, cette fois à un mois de prison avec *hard labour* (travail dur). Il n'y avait pas tout à fait un jour frusquin qu'elle était libre.

DEPECHES Télégraphiques.

TRANSMISES A L'ABEILLE.

Nouvelles Etrangères.

En Arménie.

Le plan des réformes proposé par les Puissances est accepté.

La signature du Sultan.

Presse Associée.

Constantinople, 16 octobre—Said Pasha a accepté le plan des réformes proposé par la France, la Grande Bretagne et la Russie, et il n'attend que la signature du Sultan.

Le plan est presque identique à celui du mois de mai dernier qui, en substance, établissait que les gouverneurs de Van, d'Erzeroum, de Bitlis, de Khartut et de Trébizonde seraient musulmans ou chrétiens au choix de la population ; mais qu'en tous cas le gouverneur ou le lieutenant-gouverneur devrait être chrétien, et que leurs nominations seraient confirmées par les Puissances.

Les fonctionnaires provinciaux et non ceux de l'Etat devront recouvrer les impôts, et l'argent nécessaire à payer les dépenses de l'administration locale devra être retenu avant l'expédition à Constantinople.

Des changements radicaux sont opérés dans le système judiciaire ; la torture sera abolie, et les prisons seront surveillées ; la police sera également composée de Chrétiens et de Turcs, et les lois contre les conversions forcées à l'Islamisme seront strictement mises en vigueur.

Les ambassadeurs des Puissances estiment que la question sera définitivement réglée cette semaine par la promulgation d'un décret impérial.

Contrairement à l'attente générale, le haut fonctionnaire qui sera chargé de l'exécution de ce plan de réformes est un chrétien.

C'est la pilule la plus amère que la Porte a dû avaler depuis plusieurs années et elle a longtemps menacé d'amener les plus sérieuses complications.

Contrebande.

Presse Associée.

St-Jean, Nouvelle Ecosse, 16 octobre—La contrebande se pratique sur une grande échelle depuis nombre d'années à St-Jean, en Nouvelle Ecosse, presque en la présence des fonctionnaires des douanes, comme le prouvent les aveux des contrebandiers maintenant sous les verrous.

D'énormes quantités de rhum ont été frauduleusement entrées, et le Trésor a été frustré de milliers de dollars.

Pendant les douze derniers mois, le propriétaire d'un schooner a apporté de St-Pierre 4200 gallons de rhum et a frustré la colonie de $10,000 de droits de douanes ; et il n'est pas le seul engagé dans cette contrebande.

Le Choléra en Egypte.

Presse Associée.

Alexandrie, 16 octobre—Il y a eu quatre décès causés par le choléra à Damiette aujourd'hui, ce qui forme un total de neuf victimes de la maladie jusqu'à présent.

Guillaume en Alsace-Lorraine.

Presse Associée.

Courcelles, 16 octobre—L'empereur Guillaume a quitté à cheval le château d'Urville à 8 heures du matin pour visiter les champs de bataille des environs de Metz.

L'impératrice a pris le train pour Amanweiler, d'où elle sera conduite en voiture à St-Privat et à Gravelotte. L'empereur la retrouvera à cette dernière place et ils luncheront ensemble.

Pas de la même famille.

Presse Associée.

Londres, 16 octobre—Des avocats représentant la veuve du révérend R. N. Durrant, de l'église de Wootton, Kent, ont écrit aux journaux une lettre dans laquelle ils déclarent que le fils de cette veuve, Théodore, est en Nouvelle Zélande, et que Théodore Durrant, jugé en ce moment à San Francisco pour assassinat, n'appartient pas à sa famille.

Les Affaires d'Extrême Orient.

Le Japon se soumet à la Russie.

Presse Associée.

San Francisco, 16 octobre—Des lettres datées du 27 septembre de Tokio, Japon, envoyées à la *Presse Associée*, établissent que le Japon a été forcé d'accepter les demandes de la Russie pour la prompte évacuation de la presqu'île de Liao Tung. La France et l'Allemagne ont appuyé la requête de la Russie, et le Japon n'était pas en mesure de résister aux puissances européennes.

L'annonce des intentions de la Russie a pris le gouvernement japonais par surprise, et des procédés ont causé au Japon un nouveau ressentiment contre les européens.

Les Japonais acquittent leurs propres ministres de complicité dans le déshonneur de la nation.

Un navire de guerre russe à Constantinople.

Presse Associée.

Constantinople, 16 octobre—Un navire de guerre russe est arrivé à Constantinople. La situation à Izmid est des plus critiques. Les Chrétiens craignent un soulèvement des Turcs.

Découverte du cadavre de la Reine de Corée.

Presse Associée.

Yokohama, 16 octobre—Une dépêche de Séoul annonce que le cadavre de la reine de Corée a été découvert.

L'hostilité envers les étrangers en Chine.

Presse Associée.

San Francisco, 16 octobre—Des lettres d'Extrême-Orient annoncent qu'un sentiment d'hostilité envers les étrangers en Chine fait beaucoup de progrès.

On craint de nouvelles calamités. Les procédures sont conduites à Ku Cheng au mépris de toute justice.

Le gouvernement central semble impuissant à exercer son autorité, même s'il en a l'intention.

Les résidents américains, qui ont fait fait appel plusieurs fois à Washington pour la nomination d'une commission d'enquête sur les outrages commis dans le Szechuen, commencent à douter de l'efficacité de cette mesure.

L'affaire du Szechuen est presque oubliée depuis les nouvelles tragédies.

On estime que quelle que soit l'énergie que déploiera le gouvernement des Etats Unis, elle devra s'exercer d'une façon plus effective que pour obtenir une indemnité en compensation des propriétés détruites.

Une action immédiate, d'une nature plus énergique est impérativement requise. C'est une question imminente de vie ou de mort, et on estime que la question pécuniaire doit être remise.

Le Différend entre l'Angleterre et le Vénézuéla.

Une note de l'ambassadeur Bayard au marquis de Salisbury.

Presse Associée.

Londres, 16 octobre—La Presse Associée de Londres a obtenu des meilleures sources le rapport suivant sur l'état de la question vénézuélienne :

L'ambassadeur des Etats-Unis, l'honorable Thomas F. Bayard, a présenté au marquis de Salisbury une longue note sur la question vénézuélienne, il y a quelques semaines, établissant les vues du gouvernement de Washington, ainsi que les lois et la politique qui le guident dans les questions soulevées entre une nation européenne et une république américaine.

Aucune réponse n'a été faite jusqu'à présent, et puisque la note avance l'application d'une doctrine de telle importance, la question attirera la sérieuse attention du gouvernement britannique pendant quelque temps.

Nouvelles Américaines.

La frappe illimitée de l'argent.

Le discours de M. Aldredge.

Presse Associée.

Atlanta, 16 octobre—La proposition d'engager le gouvernement des Etats-Unis à frapper l'argent d'une façon illimitée au double de sa valeur marchande est si répugnante au bon sens commun des hommes, dit M. Aldredge, qu'il devrait être inutile de la discuter, et il en serait ainsi si une partie de la population n'avait été égarée par des appels aux préjugés et les arguments spécieux des sophistes.

M. Aldredge fait remarquer que les principales nations du monde, après l'essai de l'argent pendant des siècles, ont adopté le simple étalon d'or, et qu'aucune nation n'a aujourd'hui l'étalon d'argent. L'étalon d'or signifie que l'or est la mesure de la valeur des monnaies avec le plus grand usage possible de l'argent, en toute sécurité, pour les échanges.

Les Démocrates partisans de la proposition de 16 à 1 ont confiance dans le double étalon, et nous en serions réduits par une telle loi à l'usage exclusif de l'argent. Toutes les nations à étalon d'or emploient une immense quantité d'argent, et celles qui ont l'étalon d'argent n'ont pas d'or.

Comme la question pratique est l'emploi des deux métaux, il s'ensuit que nous sommes les bi-métallistes et que les partisans de la proportion de 16 à 1 sont les monométallistes. De sorte que la bataille de l'an prochain décidera si nous devons conserver l'étalon d'or, avec le bi-métallisme en usage dans la population, l'or et l'argent circulant librement sans récriminations, ou si nous aurons un soi-disant double étalon dans les Monnaies, avec l'argent seul en circulation.

Les Congrès de Religions.

Une lettre de Léon XIII.

Presse Associée.

Philadelphie, 16 octobre—Le Pape Léon XIII a écrit une lettre importante aux princes de l'Eglise d'Amérique, qui condamne les Congrès de religion.

Cette lettre a été délivrée à l'archevêque Ryan, de cette ville, et à tous les autres archevêques. Elle a été le principal sujet de la discussion pendant la récente assemblée de ces prélats à Washington, et les efforts tentés pour tenir secrète la lettre du Pape ont échoué.

Quelle attitude vont prendre les archevêques ? c'est ce qu'on ne peut appréhender. Mais il est évident que l'Eglise américaine anathématisera les congrès de religion comme un interdit a été placé sur l'envoi des Catholiques dans les Chevaliers de Pythias, les Odd Fellows et autres sociétés secrètes.

Le Congrès des Religions tenu à Chicago, à l'occasion de l'Exposition, a été la plus notable assemblée de ce genre pendant ces années dernières. Il a réuni non seulement les sectes du christianisme, mais des Hindous, des Brahmines, des Bouddhistes et des Théosophistes.

Le succès a été si complet que ses organisateurs ont pensé qu'il conduirait à d'autres congrès réunissant toutes les fois et toutes les sectes.

On ne sait si la désapprobation du Pape a trait particulièrement au Congrès de Chicago, mais comme cette réunion est la dernière et de beaucoup la plus importante de ce genre, sa lettre sera considérée comme y ayant trait spécialement.

Pour l'Indépendance de Cuba.

Presse Associée.

San Francisco, 16 octobre.—Une compagnie d'Irlandais s'organise à San Francisco pour aider à établir l'indépendance de Cuba. Vingt-sept hommes se sont déjà enrôlés.

L'INDIANA.

Le nouveau navire de guerre des Etats-Unis tient admirablement la mer.

Presse Associée.

Boston, Massachusetts, 16 octobre—Le navire de guerre Indiana, parti des chantiers de construction des Cramps samedi dernier, a jeté l'ancre au large du phare de Boston la nuit dernière.

Edwin S. Cramps, à qui est confié le navire, et le lieutenant Lewis Nixon, l'architecte, sont venus à terre hier soir et ont conféré avec le commodore Selfridge, président de la commission gouvernementale des essais, sur les détails des expériences.

Si le temps est favorable aujourd'hui, l'Indiana entreprendra une course préliminaire sur la route officielle, de 32 milles de longueur, du cap Anne à un point au-delà de l'île Boone. Un voyage aller et retour sur cette route prend environ quatre heures et un quart et constitue les essais de vitesse officiels.

La journée de demain sera employée au nettoyage des cheminées et des tuyaux, et les essais officiels auront lieu vendredi.

A l'arrivée en pleine mer, après avoir dépassé les caps de l'embouchure de la Delaware, les compas de l'Indiana ont été ajustés et il s'est dirigé vers Boston.

Du phare de la pointe du Sud-est, sur la côte du New Jersey, aux New South Shoals, dans le Massachusetts, le navire a marché à environ douze nœuds et demi à l'heure avec vent debout.

On n'a pas essayé d'atteindre la limite de vitesse de quinze nœuds, mais les chaudières et les machines ont été trouvées en parfait état. La moyenne des révolutions a été de cent vingt par minute avec une force de huit mille cinq cents chevaux.

Au cours d'une interview, M. Cramp s'est exprimé ainsi :

La caractéristique satisfaisante du voyage de l'Indiana au port de Boston est l'absence surprenante de roulis. Le navire se tenait d'aplomb comme une église, et a surpris tous ceux qui se trouvaient à bord.

Le lieutenant Nixon est naturellement enthousiasmé des qualités du navire, car il en a non seulement fait le plan, mais il en a surveillé la construction. Le navire a roulé si peu, dit-il, que les officiers envoyés pour enregistrer le roulis ont abandonné leurs instruments qui n'enregistraient rien.

Le commodore Selfridge, après avoir lu le rapport envoyé par les membres de la commission des essais, a télégraphié au ministre de la marine que l'Indiana s'est admirablement comporté dans son voyage de Philadelphie.

Plus tard, dans une interview, il s'est exprimé ainsi :

Ils m'ont apporté des nouvelles très satisfaisantes au sujet de la stabilité du nouveau navire de guerre. Avec son énorme cuirasse et son armement, nous possédons naturellement, d'après les exemples des autres nations, que nous serions à lutter contre un roulis considérable.

Un cuirassé anglais s'incline à quarante degrés quand l'Indiana ne s'incline pas seulement d'un degré. Cette qualité donne aux canons une plate-forme presque ferme, ce qui est d'une grande importance quand ces armes doivent être mises en usage.

La construction des Garde-côtes.

Les contrats.

Presse Associée.

Washington, 16 octobre—Le secrétaire Herbert examine le rapport de la commission navale sur les soumissions pour la construction de six garde-côtes à faible tirant d'eau.

La commission recommande l'adjudication de la construction de deux garde-côtes à double hélice à la Detroit Dry Dock Company, et d'un garde-côte à simple hélice aux Union Iron Works de San Francisco.

Les trois autres bâtiments à simple hélice seront adjugés aux Bath Iron Works, de Maine, à Lewis Nixon, d'Elizabeth, New Jersey, et à Dialogue, de Camden, à condition qu'ils changent leurs plans de façon à se conformer aux conditions requises par le gouvernement.

A la Maison Blanche.

Réunion de Cabinet.

Presse Associée.

Washington, 16 octobre—Tous les membres du Cabinet, à l'exception du secrétaire Morton et du ministre des Postes, M. Wilson, se sont rendus à la Maison Blanche aujourd'hui à midi, en réponse à une convocation du Président.

La première réunion officielle de cabinet depuis plusieurs mois a eu lieu, probablement dans le but de permettre aux divers ministres d'exposer à M. Cleveland l'état des affaires de leurs départements respectifs.

Mort d'un ex-lieutenant-gouverneur du Massachusetts.

Presse Associée.

East Hampton, 16 octobre—L'ex-lieutenant-gouverneur Horatio G. Knight est mort un peu après minuit. Il était malade depuis le mois de juin dernier.

La bataille Corbett-Fitzimmons à El Paso.

Presse Associée.

El Paso, Texas, 16 octobre—Une dépêche de Dan. Stuart établit que la bataille entre Corbett et Fitzimmons pourra avoir lieu à El Paso si cette ville consent à payer le permis mexicain.

A une réunion des négociants de la ville, quinze mille dollars ont été souscrits pour payer le permis.

Le gouverneur du Nouveau Mexique.

Presse Associée.

Santa Fe, Nouveau Mexique, 16 octobre.—Quand les délégués de Florida Athletic Club se sont présentés devant le gouverneur du Nouveau Mexique, Thornton, il a déclaré qu'en aucun cas il ne permettra à Corbett et à Fitzsimmons de se battre sur son territoire.

Le gouverneur a ajouté qu'il a pleine confiance dans chacun des shérifs du Nouveau-Mexique pour l'accomplissement de leur devoir, mais que s'il est nécessaire, il fera appel au gouvernement fédéral pour l'aider à empêcher une exhibition de ce genre.